



LA QUATRIÈME

internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

APRÈS LE 17 MAI

QUOI ?

Si le 17 mai 1967 a été un succès, ce n'est pas comme nouvelle étape et tournant des directions, mais du seul fait de la forte participation des travailleurs à cette journée de grève contre les pouvoirs spéciaux réclamés par de Gaulle et Pompidou.

A la C.G.T., bien qu'on ait eu conscience du caractère politique de la lutte à entreprendre, il n'y avait pas d'empressement à axer les mots d'ordre sur une ligne antigouvernementale. Tout était ramené à une plate protestation : « Non aux pouvoirs spéciaux », « Bas les pattes devant la Sécurité sociale ». Pour la direction de F.O. et pour les syndicats minoritaires (C.G.T., C.F.D.T.) on laissait la question des pleins pouvoirs aux parlementaires et l'on se bornait à défendre la Sécurité sociale. Quant à la direction de la C.F.D.T., si elle n'avait pas l'intention de lancer ses adhérents dans une lutte politique, elle a tout de même fait pression sur ses partenaires de la C.G.T. pour que l'on sorte de la routine et que le 17 mai ait une plus grande portée que les mobilisations précédentes. Dans la région parisienne, cela s'est traduit par des discussions sur le parcours de la manifestation que la C.G.T. voulait limiter strictement à la longueur du boulevard Beaumarchais. Pour Frachon, Séguin et Cie, changer le parcours revenait à prendre le risque non négligeable de multiplier, malgré la présence d'un service d'ordre C.G.T. très important, les possibilités de débordements qui auraient inévitablement souligné le caractère politique de la manifestation ; n'avait-il pas fallu faire une mise en garde contre ces « irresponsables » qui proposaient de se rendre à l'Assemblée nationale et, qui plus est, avaient obtenu une certaine audience dans quelques secteurs ouvriers ?

Enfin, ne fallait-il pas préserver l'apparence d'unité avec F.O., et pour cela édulcorer le contenu politique de cette journée ?

UNE SITUATION NOUVELLE

Mais laissons là les préparatifs du 17 mai et voyons comment, au lendemain de la journée de grève, poursuivre le combat. De Gaulle et Pompidou ont obtenu ce qu'ils attendaient de leur majorité. Les pleins pouvoirs sont acquis et n'entreront en application qu'à la fin juin. Ce n'est probablement pas par hasard que le gouvernement n'utilisera des pouvoirs spéciaux qu'à cette époque ; ce sera la veille des congés payés, c'est-à-dire une période où il est plus difficile de mobiliser les travailleurs surtout lorsqu'on ne les a pas préparés rapidement.

Il faut donc préparer la suite du 17 mai. Mais se diront nos lecteurs, nous en étions là le 17 mai 1966. Evidemment ! Après chaque lutte, chaque grève et chaque manifestation se repose invariablement la question de savoir comment l'on prolongera le combat et sur quels objectifs. Que les termes des problèmes restent les mêmes, cela est un fait ; mais peut-être faut-il souligner qu'ils se posent dans une situation sensiblement différente de celle d'il y a un an.

Les bureaucraties syndicales ont dû, bon gré mal gré, marcher à la tête de plusieurs manifestations, subir le débordement de leur meeting à Paris le 23 novembre 1966, et, comme des apprentis sorciers, elles ont fait déferler une véritable marée humaine dans les rues le 17 mai 1967. Les bureaucraties syndicales n'ont pas réussi à étouffer les grandes grèves du secteur privé, et si les travailleurs n'ont pas remporté de grandes

(suite pp. 2 et 3) A. VALLON.

POUR UNE SOLUTION INTERNATIONALISTE AU MOYEN-ORIENT

Ce journal était composé et allait être tiré quand ont commencé les hostilités au Moyen-Orient. Écrit avant celles-ci, l'article de notre ami N. Weinstock de la Confédération socialiste des travailleurs, de Belgique, dont nous partageons entièrement les vues, expose les responsabilités de l'impérialisme dans la situation grave du Moyen-Orient et formule les seules solutions pour établir une paix réelle et durable.

Mais, les hostilités étant engagées, que faire dans l'immédiat ?

Il faut lutter contre le déchaînement de passions irréfléchies, d'excitations insensées, et développer une propagande et des actions en vue d'obtenir un modus vivendi dans lequel on pourra régler de façon juste la question des réfugiés palestiniens. Si fragile que sera la situation ainsi créée, elle permettra aux forces vraiment intéressées au progrès dans le Moyen-Orient, avant tout à l'avant-garde vraiment socialiste, arabe et juive, de lutter d'abord contre les forces belliqueuses et réactionnaires

dans les deux camps, d'œuvrer au renversement des féodaux arabes, de combattre pour faire prévaloir des solutions socialistes assurant la cohabitation de toutes les populations, dans un statut d'autoadministration et d'égalité pour tous.

Le 6 juin 1967.

Jamais peut-être, il n'est apparu aussi clairement qu'au cours de la crise actuelle que le sionisme mène les masses israéliennes vers l'impasse. Aujourd'hui, tandis que les réfugiés palestiniens harcèlent les frontières de l'Etat hébreu, le départ des « casques bleus » a fait ressurgir une situation identique à celle qui existait antérieurement à l'agression de Suez en 1956.

Face à cette situation dramatique, les dirigeants sionistes ne peuvent qu'avouer la faillite de leur entreprise. Ils n'ont aucune solution, aucune perspective à proposer à la classe ouvrière israélienne pour résoudre le conflit. Leur ambition de toujours est d'imposer la reconnaissance du statut quo politique et territorial, de « geler » en quelque sorte la situation. Mais jamais les masses arabes n'accepteront en leur sein un Etat servant d'avant-poste de l'impérialisme sous la protection de la VI^e flotte, porté à bout de bras par l'aide publique et privée du capitalisme.

Ils se tournent alors vers une « solution » militaire. En vain : la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens. Même une victoire militaire d'Israël ne saurait redresser cette situation sans issue, car elle ne modifierait pas les termes du problème.

Ainsi, la population jeune d'Israël se trouve être la victime de l'entreprise sioniste. Servant de masse de manœuvre pour l'impérialisme désireux avant tout d'endiguer les flots de la révolution arabe, les masses israéliennes sont devenues aussi un abès de fixation de la masse des fellahs arabes, détournée de cette manière de

(suite p. 4) N. WEINSTOCK.

EN BOLIVIE

RÉGIS DEBRAY N'EST PAS SEUL MENACÉ DE MORT

Liberté pour Hugo Gonzalez Moscoso, Guillermo Lora et leurs compagnons

L'arrestation et la séquestration, la torture probable de Régis Debray, journaliste et auteur d'une étude sur la guerre révolutionnaire, ont attiré l'attention sur la Bolivie et le régime d'arbitraire qui y règne, prétexte par le déclenchement de la guerre de guérilla. Un meeting a réuni 3.000 personnes, le mardi 30 mai, à la Mutualité, en faveur de Régis Debray avec Daniel

Mayer, J.-P. Sartre, Vidal-Naquet, Vendurrie, J.-P. Vigier, A.-P. Lentin, etc. Ce meeting était indispensable, car il est certain que Régis Debray, comme l'a souligné la résolution de notre comité central, n'est pas arrêté pour des actes, mais pour des opinions, comme symbole (et peut-être

(suite p. 8) M. LEQUENNE.

CERCLE KARL MARX

VENDREDI 16 JUIN à 20 h. 30
PALAIS DE LA MUTUALITÉ

VERS UN SECOND FRONT RÉVOLUTIONNAIRE EN AMÉRIQUE LATINE

MICHEL LEQUENNE

Participation aux frais : 2 F.

La stratégie américaine au Vietnam : ECHECS ET ESCALADE

Plus on avance dans la guerre au Vietnam, et plus la stratégie américaine se dérègle. Elle compte en effet sur l'efficacité de deux mécanismes qui sont incapables de bloquer les offensives du F.N.L., de réduire son implantation dans la population et donc de modifier le rapport de forces en leur faveur. La poursuite de l'escalade au Nord est la conséquence directe de cette impuissance américaine au Sud-Vietnam. Chaque nouveau degré franchi dans l'escalade relève de cette logique.

Ainsi, au cours du mois de mai, le général Westmoreland vient de voir ses plans avorter au Sud-Vietnam. Sa tactique, mise au point en trois ans de commandement, compte en effet sur la possibilité de miser sur deux plans à la fois : d'un côté des places fortes (les bases). De l'autre l'offensive (négligée dans les méthodes élaborées par les bureaux du Pentagone) appuyée précisément sur l'existence de ces bases.

Déjà, les opérations successives dans le delta du Mékong, le triangle de fer, et à la frontière cambodgienne n'avaient pas du tout répondu à l'objectif de « nettoyer » ces régions des troupes rôquilières du F.N.L.

En mai, William Westmoreland esuie un nouveau revers : il est contraint de tout organiser en fonction de la protection de ses bases (tactique des enclaves). Seule l'arrivée massive de renforts et de matériel militaire dans des proportions allant du simple au double (afin d'organiser la liaison logistique des bases entre elles) pourrait lui permettre d'assurer ses plans. Au mois de mai, avec 450.000 hommes, plus les troupes gouvernementales, le général Westmoreland doit dégarnir le sud pour assurer la protection de ses bases dans les provinces septentrionales, face à la multiplication des attaques, depuis le mois d'avril. Aussitôt, il voit s'intensifier au sud les offensives de guérilla,

sans que s'interrompe le harcèlement des bases. Le 5 et le 13 mai, la zone sud-ouest de Hanoï (zone industrialisée) est bombardée, et Westmoreland envahit la zone démilitarisée afin d'y établir un cordon sanitaire. Le 1^{er} juin, des informations laissent entendre que trois divisions nord-vietnamiennes se sont cependant infiltrées dans les provinces septentrionales du Sud-Vietnam, région où depuis le début de l'année 10.000 Américains ont été mis hors de combat.

La logique de l'agression américaine.

La poursuite de la guerre se marque par des échecs de la stratégie américaine qui, loin d'en enrayer le développement, poussent au contraire à son aggravation. Telle est la logique de l'agression américaine au point où en est arrivée la guerre.

(suite p. 5) A. LEIRES.